



Le génocide se poursuit à Gaza, la Cisjordanie est précipitée dans une nouvelle Nakba

## Description

*La destruction par Israël des camps de réfugiés de Jénine et de Tulkarem arrache les familles à leurs foyers, détruit les communautés et accélère le processus d'effacement des Palestiniens et des Palestiniennes.*

Par Penny Green, le 11 janvier 2026



Le génocide du peuple [palestinien](#) par [Israël](#) ne s'arrête jamais limitant à [Gaza](#).

Rien n'illustre mieux cette réalité que les camps de réfugiés de Jénine, Nur Shams et Tulkarem, [détruits](#), ravagés par les bombes, fantomatiques, détruits et vidés par Israël afin de sérieusement mettre en garde les Palestiniens des conséquences de leur résistance à [l'occupation](#) et au génocide.

Ce projet d'implantation coloniale mené depuis des décennies en Palestine comporte plusieurs niveaux d'extermination. Alors que le monde, à travers un prisme déformé, s'est concentré sur la catastrophe qui s'est abattue sur Gaza, Israël a veillé à ce que ses plans d'élimination des Palestiniens se poursuivent à un rythme soutenu en Cisjordanie.

[L'expansion des colonies](#), le [harcèlement](#) des [agriculteurs](#) par les colons sous la protection des forces israéliennes, le vol systématique de bétail, la destruction d'écoles et de maisons dans les villages et le déplacement forcé des Palestiniens dans les quartiers de [Sheikh Jarrah](#) et [Silwan](#) à Jérusalem-Est constituent autant de tentatives systématiques visant à détruire, en tout ou en partie, le peuple palestinien et son lien avec sa terre ancestrale.

Lors d'une récente visite dans le nord de la Cisjordanie, j'ai été témoin de la destruction physique des camps de réfugiés et j'ai été frappé par la similitude entre la vie des Palestiniens qui y vivent et la dévastation subie par les réfugiés à Gaza.

C'était un rappel criant que le génocide vise tous les Palestiniens dans toute la Palestine historique.

Entre le 21 janvier et le 9 février 2025, Israël a lancé l'opération « [Mur de fer](#) », visant des « éléments terroristes » pris en otage dans trois camps de réfugiés du nord de la Cisjordanie.

Le chef du Comité public de Nur Shams, Nihad Shawish, 52 ans, analyse : « Tout comme à Gaza, ils essaient de faire passer le camp pour un centre de terrorisme. Mais en réalité, la résistance n'est composée que de quelques personnes en quête de liberté. » Et, tout comme à Gaza, tous les Palestiniens sont considérés par Israël comme des « terroristes » et des cibles à éliminer.

Au cours de l'opération qui a duré 19 jours, environ 40 000 personnes réfugiées des camps de Jénine, Tulkarem et Nur Shams ont été brutalement expulsées de leurs maisons par des forces spéciales israéliennes lourdement armées utilisant des véhicules blindés, des drones et des bulldozers.

L'UNRWA, l'agence des Nations Unies pour les réfugiés palestiniens, a qualifié l'offensive israélienne de « crise de déplacement la plus longue et la plus importante depuis 1967 ». Elle estime que 43 % du camp de Jénine, 35 % du camp de Nur Shams et 14 % du camp de Tulkarem ont été détruits ou gravement endommagés.

Les bâtiments situés de part et d'autre des ruelles du camp de Nur Shams, qui s'étendaient de la route principale entre Nur Shams et Tulkarem jusqu'au sommet du camp, ont été bombardés ou rasés au bulldozer afin d'élargir les ruelles de deux mètres en voies de circulation de 12 mètres accessibles aux chars. Tous les résidents ont été expulsés.

## Voyages en apartheid

Le trajet vers les camps dévastés révèle à chaque virage la réalité brutale de l'apartheid israélien.

Se déplacer en Cisjordanie est une épreuve d'endurance quotidienne pour les Palestiniens. Le système d'apartheid routier signifie que, tandis que les colonies israéliennes illégales sont reliées à Jérusalem et Tel-Aviv par des autoroutes sans entraves, les Palestiniens sont contraints d'emprunter des routes accidentées et sinueuses et de passer par des tunnels bloqués par des postes de contrôle interminables et des barrières jaunes austères.

Un trajet qui prend 20 minutes sur les routes des colons nécessite trois heures, voire plus, pour les Palestiniens.

Sur la route entre Ramallah et Tulkarem, nous avons été témoins d'une nouvelle démonstration de suprématie israélienne : d'énormes drapeaux israéliens alignés des

deux câbles de l'autoroute tous les 10 mètres. Pour les observateurs extérieurs, ils peuvent refléter l'insécurité croissante d'Israël, mais pour les Palestiniens, ils ne sont qu'une autre forme d'intimidation.

Nous avons traversé le magnifique village de Sinjil, désormais encerclé par des barbelés de 30 mètres de haut. Toutes les entrées, à l'exception de deux, ont été définitivement fermées par Israël, tandis que les deux autres peuvent être fermées à tout moment selon le bon vouloir des forces israéliennes. Les villageois n'ont aucune explication quant à la raison pour laquelle ces dernières ont été prises pour cible de manière aussi violente, si ce n'est « un autre acte d'occupation ».

Le projet de colonisation est considérablement étendu depuis ma dernière visite en 2022.

Encouragé par l'impunité mondiale et un gouvernement extrême droite au sein duquel les colons occupent des ministères clés, Israël a approuvé la légalisation ou la construction de [69 nouvelles colonies](#).

« Nous faisons progresser la souveraineté de facto », a déclaré le ministre des Finances Bezalel Smotrich en annonçant des plans pour plus de 3 400 logements dans le cadre du projet E1, qui relierait de vastes blocs de colonies dans Jérusalem-Est occupée à Ma'aleh Adumim, [isolant physiquement](#) les Palestiniens de ceux de la Cisjordanie occupée.

Nous avons traversé en voiture la grande colonie illégale en pleine expansion d'Eli, perchée sur une colline avec ses sinistres maisons aux toits rouges, qui symbolisent elles-mêmes une intention génocidaire et constituent une menace pour le bien-être des villageois palestiniens locaux. Ces derniers ont vu leurs oliviers racinés et ont été victimes d'attaques violentes.

Eli est également connue pour son académie militaire Bnei David, qui forme les colons des postes d'officiers dans des unités de combat d'élite.

Nous avons dépassé des stations-service dont l'accès est interdit aux Palestiniens, ainsi que de nouveaux avant-postes qui défigurent d'anciennes terrasses et oliveraies. Ces avant-postes illégaux et hideux finiront inévitablement par se transformer en colonies illégales tout aussi hideuses.

Une route voisine, visible mais inaccessible, nous aurait permis d'atteindre notre destination à Tulkarem deux fois plus vite. Mais Israël en a interdit l'accès à tous les Palestiniens.

Nous avons donc emprunté des routes accidentées, nous arrêtant des postes de contrôle imprévisibles de jeunes soldats menaçants d'écarter si notre voyage pouvait se poursuivre ou s'il devait prendre fin. À un moment donné, nous avons pris un autre itinéraire pour éviter un nouveau barrage.

L'accumulation de ces actes d'apartheid vise à rendre la vie des Palestiniens insupportable au point de les pousser à quitter leur terre.

## Gaza en Cisjordanie

Après avoir roulé sur une route de gravier cahoteuse, nous avons finalement atteint Tulkarem. Les ruines du camp de réfugiés de Nur Shams se trouvaient sur notre gauche, toute sa population ayant été expulsée de force en janvier.

Le camp est désormais une ville fantôme sinistre, avec environ un tiers de ses bâtiments complètement ou en grande partie détruits. De vastes étendues vides ont été creusées au sud de Nur Shams par des bulldozers israéliens. Des centaines et des centaines de maisons ont été démolies, officiellement pour permettre l'accès aux véhicules blindés et aux chars.

Une étoile de David bleue a été peinte à la bombe sur ce qui était autrefois la maison d'un réfugié palestinien, aujourd'hui utilisée comme base militaire. Il ne reste plus personne. Alors que je grimpais sur un monticule pour prendre une photo, deux passants m'ont averti de descendre de toute urgence. « Les snipers tirent sur tout le monde sans avertissement », m'ont-ils crié.

Les réfugiés ont raconté comment, dès leur invasion des camps, les forces israéliennes ont coupé toutes les communications et les services publics. Internet, l'électricité et l'eau ont disparu instantanément. Les personnes déplacées ont été expulsées vers un vritable nulle part. Certaines ont trouvé des proches chez qui séjourner, tandis que beaucoup d'autres ont cherché refuge dans des mosquées, des écoles abandonnées, des salles de mariage et d'autres espaces publics. Elles vivent désormais à la limite de la survie.

« C'était comme la Nakba, d'autant plus que nous ne savions pas où nous allions ! personne ne savait où on nous forçait à aller », a relaté Nihad.

Les réfugiés abrités dans l'école inachevée d'El Muowahad, dans le village de Thenaba, entre Nur Shams et Tulkarem, ont décrit la terreur des raids lourdement armés, des hélicoptères d'attaque Apache survolant la région, des drones suicide explosifs et la fuite effrénée de leurs maisons avec pour seuls bagages les vêtements sur leur dos.

« Ils ont commencé à faire sauter nos maisons le 26 janvier, et en sept jours, le camp était complètement vidé », se souvient Khaled, 50 ans, assis, après, sur une chaise en plastique dans le couloir de l'école qu'il partage avec 21 familles du camp de Tulkarem.

« Personne ne s'attendait à cela », poursuit-il. « Je n'ai même pas pu récupérer un seul t-shirt chez moi. Ma maison est détruite présent. » Les maisons qui étaient encore debout ont été incendiées. Les expulsions ont été brutales. « Même lorsque le Croissant-Rouge nous a donné les médicaments dont nous avons besoin, les soldats nous les ont arrachés des mains et les ont jetés par terre », nous raconte Hakem, ajoutant que plus de 1 800 maisons du camp de Tulkarem ont été détruites.

Depuis près de 12 mois, 122 réfugiés déplacés vivent dans cette école inachevée, partageant des chambres exigües pouvant accueillir 10 à 12 personnes. « Les installations sont minimales, voire inexistantes », souligne Khaled.

« À notre arrivée, il n'y avait pas d'électricité, alors nous l'avons raccordée nous-mêmes. » Au rez-de-chaussée, quatre toilettes sont partagées par tous les hommes, femmes et enfants. Il n'y a qu'une seule douche. « Comme des prisonniers, nous faisons tous la queue », ajoute-t-il.

---

Une seule machine à laver est à la disposition de toutes les familles. Des vêtements sont suspendus à toutes les balustrades, les gens accrochant leurs petites habitudes alors que leur camp est en ruines à quelques mètres de là.

« La vie dans le camp était difficile », me confie Nadia, 38 ans, « mais pas autant que cela. »

## Un paysage dystopique

À Tulkarem et Nur Shams, les conditions de vie désastreuses des réfugiés continuent de se détériorer. L'UNRWA fournissait initialement de la nourriture et des services, mais cela a cessé depuis qu'Israël a interdit ses opérations dans les territoires palestiniens occupés.

« Mon frigo est vide », nous dit Hakem. « Nous travaillions tous dans les villes occupées, de Jaffa à Haïfa, de Jérusalem à Tel-Aviv. Aujourd'hui, nous vivons assis, sans aucune possibilité de travailler. »

Ils ont également reçu l'interdiction militaire de reconstruire leurs maisons détruites. « Je veux juste retourner vivre sur les débris de ma maison », implore Hakem. « Que pouvons-nous faire d'autre ? »

Nadia me montre une vidéo prise par un voisin après le démantèlement du camp. Les seuls sons qui résonnent dans ce paysage dystopique sont les bruits de pas sur les débris et le chant inquiet des oiseaux.

Hasan Khreisheh, un homme politique de Tulkarem travaillant auprès des familles déplacées, décrit ce qui s'est passé dans les camps du nord de la Cisjordanie comme le reflet du plan israélien à Gaza, mais sous la forme d'une « élimination silencieuse ».

Pour Ayhem, 17 ans, dont la scolarité a pris fin lorsque sa maison a été démolie et sa famille expulsée : « C'est très similaire à ce qui s'est passé à Gaza. Quand je vois Gaza à la télévision, je vois exactement ce que nous traversons. » Il dort avec neuf membres de sa famille dans une petite salle de classe. « Je n'ai aucune vie sociale. Mes amis ont tous été contraints de partir dans différentes régions, et mon meilleur ami a été tué. J'ai tout perdu. »

Près de l'école se trouvent les vestiges du bureau du Comité public Nur Shams. Malgré le traumatisme qu'ils ont subi, dix bénévoles continuent de travailler pour aider les personnes expulsées du camp. Depuis la terrasse sur le toit, nous avons contemplé la dévastation de ce qui était autrefois leurs maisons.

« Ma maison est inhabitable », déplore Fatma, 70 ans, « mais je suis prête à aller vivre au-dessus des débris. La dignité de l'être humain réside dans son foyer. Je peux voir ma maison d'ici, mais je ne peux pas l'atteindre. »

Nihad, le président du Comité, a décrit l'ampleur de l'assaut militaire. La campagne israélienne dans les six quartiers de Nur Shams a débuté le 9 janvier. Des centaines de soldats, de chars, de véhicules militaires et de drones ont pris d'assaut le camp, chassant ensemble de ses résidents.

« Celles et ceux qui refusaient étaient abattus devant leur maison afin d'encourager les gens à partir », a-t-il relaté. « Les forces armées contrôlaient les routes que nous pouvions emprunter. Nous avons été forcés de nous aligner et de nous laisser filmer par des drones. Quiconque s'opposait de la ligne était abattu. »

« L'occupant israélien a décidé de détruire les camps », a-t-il poursuivi. « Nur Shams, qui comptait 13 000 habitants, nous avions 400 bâtiments. Chaque bâtiment comptait plusieurs étages et plusieurs logements. Même si une maison n'était pas démolie par des bulldozers et des explosions, les forces armées y mettaient le feu pour la rendre inhabitable. Environ 2 300 familles ont été contraintes de partir, et 70 % d'entre elles vivent dans la pauvreté. »

« Il n'y a ni eau ni électricité à l'intérieur des camps. Pas de canalisations d'égouts, pas de rues. Toute l'infrastructure a été détruite », a ajouté Fatma.

Nihad exprime sans détour : « Le camp a été assassiné. »

Ils ont également pris pour cible et détruit le centre pour la maison des jeunes, le jardin d'enfants, la salle des mariages et le centre pour personnes handicapées.

### « Retour aux ruines »

Fatma, une leader très respectée de la communauté Nur Shams, décrit ce qu'elle a vécu le matin de l'attaque : « Ils sont arrivés à 7 heures du matin, le 9 février. Ils étaient déjà à l'intérieur du camp. Ils ont démolé la moitié de ma maison, mais nous sommes restés. Ils ont utilisé l'un de nos voisins comme bouclier humain. Ils sont venus avec des chiens pour fouiller les lieux. Puis ils ont pris possession de notre maison et l'ont utilisée comme caserne militaire. À la fin de la journée, il y avait peut-être une centaine de soldats dans ma maison. »

Fatma est atteinte d'un cancer. Les soldats ont déchiré ses dossiers médicaux et détruit son réservoir d'eau. « Notre petite télévision a été détruite par balle. Ils ont saccagé ma machine à laver et mon réfrigérateur, que je n'avais pas encore fini de payer. »

Tout en détruisant les maisons, les moyens de subsistance et les espaces communautaires, les soldats israéliens ont également commis toute une série d'autres crimes, notamment des pillages en plein jour.

« Sous nos yeux, ils ont volé nos affaires », a raconté Fatma. « Ils ont pris mon sac à main et ont volé les 2 650 shekels qu'une fondation de Hébron m'avait donnés pour réparer ma maison, ainsi que deux bagues en or, un collier, un bracelet et une médaille. »

Même si de nombreux réfugiés affirment vouloir « retourner sur les ruines » de leur foyer, la réalité est bien sombre. La destruction des camps, l'expulsion de leurs habitants et l'offensive plus large menée par Israël pour chasser les Palestiniens de leurs terres réduisent à néant leurs chances de retour.

« Retourner sur les décombres » n'est qu'un slogan », soupire Khaled. « Comment pouvons-nous y retourner ? Les forces israéliennes choisiront qui peut revenir, et toute personne ayant des liens avec les combattants n'y sera jamais autorisée. Chaque jour, une nouvelle

---

décision visant les familles des combattants de la résistance est prise. Et chaque jour, elles sont soumises à des punitions collectives. »

Khreisheh note qu'Israël a récemment annoncé que certains réfugiés pourraient être autorisés à revenir, à l'exception des familles des martyrs, des blessés, des détenus ou des personnes impliquées dans la politique ». Dans la pratique, cela exclurait presque tout le monde.

Même louer ailleurs en Cisjordanie est devenu de plus en plus difficile pour les Palestiniens déplacés. « Nous n'avons pas d'argent et nulle part où aller », déplore Khaled. Mais la pauvreté est qu'une partie du problème. Les propriétaires craignent de louer des personnes réfugiées du camp.

« Chaque fois que nous essayons de louer une maison, explique-t-il, ils nous comptent d'abord, puis nous demandent où nous venons. Lorsque nous répondons « Nur Shams » ou « camp de Tulkarem », ils répondent invariablement : « Je ne loue pas ma maison à des personnes venant des camps. » D'une certaine manière, je comprends. Si un membre de leur famille est en prison, est un combattant ou a été tué, les propriétaires craignent les raids. Ils ne nous louent donc pas de logement. »

### **Tout le monde est réfugié.**

Tous les habitants des camps sont des réfugiés, leur statut découlant des expulsions massives de la [Nakba](#) de 1948 et de la guerre menée par Israël en 1967.

Le statut de réfugié, qui se transmet à juste titre de génération en génération, est indissociable du droit au retour des Palestiniens. En vertu du droit international et d'au moins cinq résolutions de l'ONU, dont l'article 11 de la [résolution 194](#) de l'Assemblée générale des Nations Unies, les Palestiniens ont le [droit de retourner](#) sur les terres dont ils et elles ont été expulsés.

L'un des éléments centraux du projet israélien a toujours été empêcher les réfugiés de 1948 et leurs descendants de rentrer chez eux.

Pourtant, toutes les personnes réfugiées avec lesquelles j'ai discuté considéraient leur statut comme la garantie ultime de leur retour.

Plus de sept millions de réfugiés palestiniens vivent en exil à travers le monde. Pour Israël, la possibilité de leur retour est un cauchemar [démographique](#), et il cherche à tout prix à l'empêcher.

Khreisheh a clairement indiqué que la destruction des camps de réfugiés de Cisjordanie s'inscrit dans un projet génocidaire plus large visant à éliminer l'identité même de camp de réfugiés et le statut politique qu'il confère. Beaucoup d'autres ont fait écho à cette déclaration.

« Les réfugiés et leurs descendants sont les seuls témoins de la Nakba de 1948 », m'ont dit plusieurs d'entre eux, « et maintenant Israël veut éliminer les camps témoins et

« Éliminer la question palestinienne ».

« Vous trouverez une histoire triste et douloureuse chez toutes celles et ceux qui ont fui », a déclaré un réfugié. « Leurs maisons et leurs terres ont été saisies. Ils ont perdu ce qui s'est passé en 1948. La scène se répète. »

« Nous passons une souffrance à l'autre », a ajouté un autre. « Cette occupation veut éradiquer les gens de cette terre. Ils veulent se débarrasser de tous les témoins des crimes commis depuis 1948. »

La destruction des camps de Jénine, Nur Shams et Tulkarem est un acte de génocide prémédité. En détruisant des communautés, en démantelant l'UNRWA et en expulsant les réfugiés, Israël cherche non seulement à déposséder les Palestiniens de leurs maisons, mais aussi à effacer leur histoire, leurs droits et leurs revendications futures en matière de justice, y compris le droit au retour.

Dans les mots de Nihad : « Ils veulent mettre fin au statut de réfugié en éliminant le camp, en détruisant la possibilité du droit au retour et, par extension, toute possibilité d'autodétermination palestinienne. »

« À Nur Shams, notre objectif n'est pas seulement de retourner au camp, mais de retrouver nos villages d'origine. C'est notre droit historique. Nous ne renoncerons jamais à ce droit. Le camp n'est qu'une étape pour nous. Nous espérons toutes et tous revenir chez nous ».

Traduction : JC pour l'Agence Média Palestine  
Source : [Middle East Eye](#)

**date créée**  
2026/01/13